



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte-d'Or**

Dijon, le 15 juin 2022

Arrêté préfectoral complémentaire n° 716

portant transfert d'une autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets dangereux, une installation de stockage de déchets non dangereux, des installations de tri, transit et traitement de déchets dangereux ou déchets non dangereux
à la société SARPI MINÉRAL FRANCE

Communes de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE (21 150)

Le Préfet de la Côte-d'Or

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-15, L. 181-17, L. 511-1, R. 181-45, R. 181-50 et R. 516-1 à R. 516-6 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 fixant les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-2-I du code de l'environnement ;

Vu l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2004, portant autorisation d'exploiter un CET de classe 1 à la société SITA FD à DRAMBON ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2015 autorisant l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur le site de l'Acropole des Moulins à DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE exploitée par la société SITA FD ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2017 portant dérogation à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées et capturer ou de détruire des spécimens d'espèce animales protégées dans le cadre du projet d'extension de l'installation de stockage de déchets dangereux Ecopôle des Grands Moulins, sur les communes de Drambon et Pontailleur-sur-Saône en Côte-d'Or ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018 portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD), une installation de stockage de déchets inertes, des installations de tri, transit et traitement de déchets dangereux ou déchets non dangereux ainsi qu'une centrale photovoltaïque au droit de casiers réaménagés, sises Ecopôle des Grands Moulins à DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE à la société Suez RR IWS Minerals France ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 2021 portant sur l'extension d'une centrale photovoltaïque, l'extension de la capacité annuelle de l'ISDD et la clôture d'instruction d'un réexamen IED des installations à la société Suez RR IWS Minerals France à DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 avril 2000, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2017, et l'arrêté préfectoral du 15 février 2022, relatif au suivi post-exploitation des ISDD et ISDND exploitées par la société Suez RR IWS Minerals France à DRAMBON (21270) et PONTAILLER-SUR-SAÔNE (21270) – Ecopôle des Grands Moulins ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux du 09 octobre 2017 et du 15 février 2022 instituant des servitudes d'utilité publique autour de la zone d'exploitation de l'ISDD exploitée par la société Suez RR IWS Minerals France à DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 03 juillet 2019 portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sise Ecopôle des Grands Moulins à DRAMBON accordée à la société Suez RR IWS Minerals France ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2019 instituant des servitudes d'utilité publique dans un rayon de 200 m autour des casiers de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société Suez RR IWS Minerals France à DRAMBON ;
- Vu** la demande d'autorisation de changement d'exploitant du 10 mai 2022, complétée par courrier du 24 mai 2022, présentée par la société SARPI MINÉRAL FRANCE sise 427 route du HAZAY, LIMAY 78520 et inscrite au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 322 107 848, demande formulée pour l'exploitation des installations constituant l'Ecopôle des Grands Moulins de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;
- Vu** la proposition de la société SARPI MINÉRAL FRANCE, jointe à la demande de changement d'exploitant, mettant à jour et proposant les garanties financières ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 30 mai 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 09 juin 2022;
- Vu** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet d'arrêté par courriel en date du 13 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que la société SARPI MINÉRAL FRANCE a présenté une demande de transfert de l'ensemble des installations constituant l'Ecopôle des Grands Moulins exploité par la société SUEZ RR IWS Minerals France sur les communes de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;

CONSIDÉRANT que le changement d'exploitant de l'Ecopôle des Grands Moulins est soumis à autorisation préfectorale en application de l'article R 516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le transfert de la société Suez RR IWS Minerals France par voie d'apport partiel d'actifs de certaines de ses activités de traitement de terres polluées et d'enfouissement de déchets dangereux à la société Valt, renommée SARPI MINÉRAL FRANCE, filiale indirecte de Veolia Environnement ;

CONSIDÉRANT que la société SARPI MINÉRAL FRANCE dispose des capacités techniques et financières qui lui permettent d'exploiter une installation de stockage de déchets dangereux, une installation de stockage de déchets non dangereux, des installations de tri, transit et traitement de déchets dangereux ou déchets non dangereux, classées SEVESO seuil haut ;

CONSIDÉRANT que la société SARPI MINÉRAL FRANCE est tenue de constituer des garanties financières en sa qualité de nouvel exploitant au titre des alinéas 1°, 3° et 5° de l'article R. 516-1 ;

CONSIDÉRANT que la souscription à une garantie financière est une obligation pour les sites relevant du statut SEVESO Seuil Haut, garantie financière destinée à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ainsi que les interventions en cas d'accident ou de pollution

CONSIDÉRANT que la société SARPI MINÉRAL FRANCE a fourni les informations nécessaires s'agissant du calcul du montant des garanties financières auxquelles elle est assujettie ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation de changement d'exploitant ne nécessite pas la consultation préalable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION

La société SARPI MINÉRAL FRANCE dont le siège social est situé 427 route du HAZAY, LIMAY 78520 et inscrite au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro SIREN 322 107 848, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à exploiter, par transfert des autorisations susvisées accordées à la société Suez RR IWS Minerals France, les installations classées constituant l'Ecopôle des Grands Moulins de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE et comprenant notamment :

- une installation de stockage de déchets dangereux (comprenant une installation de stockage d'inertes et une centrale photovoltaïque) ,
- une installation de stockage de déchets non dangereux,
- des installations de tri, transit et traitement de déchets dangereux ou déchets non dangereux,
- une installation de stockage de déchets dangereux et une installation de stockage de déchets non dangereux en suivi post-exploitation,

conformément aux prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés réglementant ces installations.

ARTICLE 2 : DROITS ET OBLIGATIONS DU NOUVEL EXPLOITANT

L'exploitant devient titulaire de tous les arrêtés préfectoraux et autres actes administratifs relevant des droits et obligations des exploitants précédents et découlant de l'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement applicable aux installations classées constituant l'Ecopôle des Grands Moulins de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE.

ARTICLE 3 : ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les montants des garanties financières du 1° et du 5° de l'article R. 516-1 définis dans les différents arrêtés préfectoraux susvisés et actualisés au prorata de la variation de l'indice publié TP 01, sont les suivants :

Installations	Montant actualisé TTC pour l'année 2022 (indice TP01 décembre 2021 = 118,2) en euros
ISDND exploitation (1° de l'article R.516-1)	4 736 449
ISDD post exploitation (1° de l'article R.516-1)	2 169 241
ISDD exploitation (1° de l'article R.516-1)	4 956 482
Autres Installations (5° de l'article R.516-1)	8 986 374
ISD post-exploitation (1° de l'article R.516-1)	350 491

ARTICLE 4 : GARANTIES FINANCIÈRES SEVESO

Les montants des garanties financières du 3° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (SEVESO Seuil Haut) sont les suivants :

Installations	Montant actualisé TTC pour l'année 2022 (indice TP01 décembre 2021 = 118,2) en euros
Plateforme de traitement des terres polluées et unité PSS scénario majorant servant au calcul du montant de la GF : contamination soudaine du sol ou des eaux de surface suite à une fuite ou un épandage de liquide polluant.	1 858 008

ARTICLE 5 : CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant adresse à la Préfecture de la Côte-d'Or, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 6 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif compétent, sis 22 rue d'Assas à DIJON (21000) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 7 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est notifié à la société SARPI MINÉRAL FRANCE.

ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte-d'Or, les maires de DRAMBON et de PONTAILLER-SUR-SAÔNE, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON, le 15 juin 2022

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,
SIGNE

Frédéric CARRE